



REGLEMENT PARTICULIER d'APPEL d'OFFRES (RPAO)

Fourniture, installation et maintenance de deux (2) presses optiques avec mise à disposition (MAD) pour 6 ans, incluant les consommables associés pour le service de transfusion sanguine (STS) du CHT Gaston Bourret

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 2 - PROCEDURE	3
2.1 - Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres	3
2.2 - Allotissement de l'appel d'offres	3
2.3 - Forme du marché	3
2.4 - Nomenclature	3
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 – Délai de validité des offres	4
3.2 – Forme juridique du groupement	4
3.3 – Variantes	4
3.4 – Options	4
3.5 – Confidentialité et mesure de sécurité	4
3.6 – Visite	4
3.7 – Clauses relatives au respect des règles relatives à la concurrence	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	5
4.1 – Durée du marché – Délais d'exécution	5
4.2 – Modalités essentielles de financement	5
ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 6 – MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
6.1 – Remise des offres sous format papier	6
6.2 – Transmission des candidatures et des offres par voie électronique	6
ARTICLE 7 – PRESENTATION ET CONTENANCE DES OFFRES	9
7.1 – Intégrité du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	9
7.2 – Modifications mineures au Dossier de Consultation	9
7.3 – Présentation et contenance des offres	9
7.3.1 – Pièces permettant de juger les candidatures	10
7.3.2 – Pièces permettant de juger les offres	11
ARTICLE 8 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUVERTURE DES OFFRES	11
ARTICLE 9 – JUGEMENT DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 10 – JUGEMENT DES OFFRES	12
10.1 – Critères de jugement et de classement des offres	12
10.1.1 – Pondération des critères	13
10.2 – Vérification des offres	15
10.2.1 – Pièces justificatives complémentaires	15
10.2.2 – Vérifications	16
10.2.3 – Justificatifs de la conformité aux obligations sociales et fiscales	16
ARTICLE 11 – INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES ET RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES	17
ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	17

ARTICLE 1 - OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet la **mise à disposition (MAD) de deux presses optiques, neufs**, pour le service de Transfusion Sanguine du CHT Gaston-Bourret.

Le marché comprend :

1. La fourniture, la livraison, l'installation, la mise en service ainsi que la maintenance de deux (2) presses optiques¹ pour le service de transfusion sanguine du CHT Gaston Bourret sous forme de Mise à disposition (MAD). **La durée de la mise à disposition (exploitation) est fixée à six ans (6) ans avec un délai supplémentaire de mise en exécution de 6 mois** à compter de la notification du marché au titulaire.
2. La fourniture des consommables nécessaires à la production des trois produits sanguins labiles, à savoir le mélange de concentrés plaquettaires issus de sang total, le concentré de globule rouge et le plasma, à partir d'un don de sang total.
3. La formation des utilisateurs.

Les prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le présent appel d'offres se constitue :

- **D'une offre de base ;**
- **D'une variante obligatoire ;**
- **De trois options obligatoires.**

ARTICLE 2 - PROCEDURE

2.1 - Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions de l'article 24 et suivants de la Délibération n°424 du 20 mars 2019 *portant réglementation des contrats et marchés publics*.

2.2 - Allotissement de l'appel d'offres

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2.3 - Forme du marché

Le marché revêt la forme de *marché de fourniture et de services* telles que la fourniture de consommables et des prestations d'installation, de mise en service, de formation du personnel et de maintenance. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et de Services s'applique.

Il s'agit d'un marché à bon de commande en application de l'article 33-1 de la Délibération n°424 susvisée.

2.4 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

¹ Également appelé « séparateur automatique de produit sanguin ».

Code principal	Description
38434540	Matériel biomédical
33141613	Poches à sang
33141630	Filtres à plasma sanguin

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent-cinquante (150) jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 – Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Si un soumissionnaire répond en tant que membre de plus d'un groupement, il ne pourra être mandataire que d'un seul groupement.

3.3 – Variantes

Le pouvoir adjudicateur impose de répondre à la variante obligatoire, qui consiste en un connecteur stérile associé aux deux presses optiques.

Aucune autre variante n'est autorisée.

3.4 – Options

Les candidats devront présenter trois options obligatoires :

- ✓ Le candidat **devra** faire une offre en cas d'**achat des deux presses optiques** en fin de marché.
- ✓ Le candidat **devra** faire une offre en cas d'**achat des deux presses optiques avec le connecteur stérile** en fin de marché.
- ✓ Le candidat **devra** faire une offre en cas d'**achat du connecteur stérile, seul**, en fin de marché.

Les candidats n'ont pas la possibilité de présenter d'autres options.

3.5 – Confidentialité et mesure de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du CCAP qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

3.6 – Visite

Sans objet.

3.7 – Clauses relatives au respect des règles relatives à la concurrence

Les entreprises appartenant à un même groupe ou ayant des liens juridiques et financiers entre elles, qui souhaitent soumissionner, doivent en informer l'acheteur public dans la présentation de leur offre.

Ces entreprises disposent des options suivantes :

- Si chaque entreprise concernée dispose d'une autonomie commerciale pour élaborer, décider et exécuter sa proposition au cas où sa candidature serait retenue (directions différentes, moyens propres pour établir l'offre, capacité de production autonome...) elles peuvent choisir de :
 - déposer chacune une offre élaborée de manière indépendante sans aucun échange d'information sur l'appel d'offres ;
 - ou déposer une offre commune permettant des concertations entre elles.

En revanche, elles ne peuvent pas déposer à la fois une offre groupée et des offres individuelles.

Dans l'hypothèse où elles feraient le choix de présenter chacune une offre, l'acheteur public peut leur imposer de fournir les éléments matériels démontrant les mesures prises pour éviter tout risque d'échanges d'informations entre elles relatives à cet appel d'offres.

- Si les entreprises concernées ne sont pas autonomes commercialement, elles peuvent choisir de :
 - déposer une offre groupée pour répondre à l'appel d'offres ;
 - ou choisir l'entreprise du groupe qui présentera une seule offre pour le présent marché.

Il est donc interdit à des entreprises qui appartiennent au même groupe et qui ne sont pas autonomes commercialement de présenter chacune une offre car il est certain que ces offres ne seront pas indépendantes et conduiront la collectivité publique à se méprendre sur le véritable degré de concurrence sur le marché (risque d'offres de couverture etc.).

ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

4.1 – Durée du marché – Délais d'exécution

La durée est fixée à l'article 1.3 du CCAP.

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 5.1 du CCAP.

4.2 – Modalités essentielles de financement

Aucune avance n'est prévue pour le présent marché.

ARTICLE 5 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- La Déclaration d'Intention de Soumissionner (DIS) ;
- La Déclaration sur l'honneur indiquant la situation régulière au regard des obligations fiscales et sociales ;
- Le présent Règlement Particulier d'Appel d'Offres (RPAO) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- Les Bordereaux de Prix Unitaires (offre de base, variante obligatoire, options obligatoires) ;
- Les Devis Estimatifs Tests (offre de base et variante obligatoire, options obligatoires) ;
- Le questionnaire technique.

Tout candidat au présent appel d'offres est réputé avoir consulté tous les documents cités ci-dessus pour établir son offre.

ARTICLE 6 – MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 – Remise des offres sous format papier

Les soumissions devront être remises, avant les date et heure indiquées dans l'Avis d'Appel d'Offres ou ses modificatifs soit :

- par voie postale, envoi d'un pli recommandé avec avis de réception à l'adresse suivante :
Bureau des Marchés de la Direction des Achats et de la Logistique (DAL) du CHT
BP J5 – 98849 NOUMEA CEDEX
- par dépôt contre récépissé au Bureau des Marchés de la DAL du CHT :
situé au 110 avenue Joseph WAMYTAN à Dumbéa
de 8h00 à 11h30 et de 13h00 à 16h00.

Les consignes de sécurité du CHT peuvent évoluer et l'accès au site se voir restreint.

Avant de venir au CHT pour déposer leur offres, les candidats sont invités à appeler au préalable le bureau des marchés publics au 20 86 91 ou 20 86 89 afin d'être informés des modalités d'accès au CHT.

Les offres :

- qui parviendraient après la date et l'heure limites indiquées dans l'Avis d'Appel d'Offres ou ses modificatifs ;
- qui seraient remises sous enveloppe non cachetée ;
- dont l'enveloppe unique porterait des indications autres que celles mentionnées à l'article 7.3 ci-dessous telles que mention de l'expéditeur, cachet de la société, etc....

ne seront pas retenues et seront renvoyées à leurs auteurs et contre récépissé.

Aucune offre déposée régulièrement ne peut être retirée ou complétée ou encore modifiée.

6.2 – Transmission des candidatures et des offres par voie électronique

a. Le dépôt électronique des plis

Les candidats peuvent transmettre leur candidature et leur offre par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation de la Nouvelle-Calédonie, en se connectant au profil entreprise : www.marchespublics.nc

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur public.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions à l'acheteur public sur le dossier de consultation.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent au moins disposer d'un logiciel de navigation sur Internet et d'un outil de signature électronique.

b. La signature électronique obligatoire des documents

Les offres doivent être transmises dans les conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à engager le soumissionnaire selon les exigences posées aux articles 1316 et 1316-4 du Code Civil.

Les candidats doivent signer la totalité des fichiers constituant l'offre au moyen d'un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les obligations relatives à la signature électronique sont les suivantes :

- chaque document à signer doit être signé de façon unitaire ;
- le certificat de signature électronique doit être conforme aux dispositions de signature sécurisée issues du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001² ;
- le certificat ne doit pas être révoqué à la date de signature du document ;
- le certificat ne doit pas être arrivé à expiration à la date de signature du document ; le certificat doit être établi au nom d'une personne physique habilitée à engager la société. La signature d'un fichier compressé (Zip) ne vaut pas signature de documents qu'il contient

Il est précisé qu'une signature scannée ne constitue pas une signature électronique.

c. La présentation des dossiers

Les formats informatiques acceptés pour la transmission des fichiers sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .ods, .odt, .jpg, .png, et html.

Les candidats ne doivent pas utiliser de code actif dans leur réponse, tels que : formats exécutables (.exe, .com, .scr, ...), macros, active X, applets, scripts...

Tout fichier informatique établi dans un format informatique différent sera déclaré nul et non avenu. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai et ne sera pas retenu.

d. La copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique doivent faire parvenir cette copie soit sur un support électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB), soit sur un support papier.

Si les candidats ont fait parvenir, dans les délais impartis, une copie de sauvegarde en s'assurant que les documents soient signés, elle peut être ouverte en lieu et place du pli électronique.

² Décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du code civil et relatif à la signature électronique.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« COPIE DE SAUVEGARDE »

APPEL D'OFFRES relatif *la fourniture, l'installation, et la maintenance de deux (2) presses optiques avec mise à disposition (MAD) pour 6 ans, incluant les consommables associés pour le Service de Transfusion Sanguine du CHT Gaston Bourret*

Nom ou dénomination du candidat

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée à l'adresse suivante :

CENTRE HOSPITALIER TERRITORIAL
Direction des Achats et de la Logistique
Bureau des Marchés Publics
BP J 5 – 98849 NOUMEA CEDEX

Toute offre qui ne comporte pas la mention « copie de sauvegarde » et qui émane d'un candidat ayant déjà remis un dossier par voie électronique, est réputée n'être jamais arrivée. Seul le pli parvenu par voie électronique sera pris en compte.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 8 de l'arrêté n° 2013-347/GNC du 12 février 2013 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- lorsqu'une candidature ou une offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais ou lorsque les fichiers informatiques transmis n'ont pu être ouverts.

e. L'antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

f. La rematérialisation des offres

Dans le cas où l'offre dématérialisée a été retenue, le soumissionnaire s'engage à accepter la rematérialisation conforme sous format papier de tous les éléments constitutifs du marché à valeur contractuelle.

Il s'engage également à ce que la personne physique auteur de la signature électronique procède à leur signature manuscrite sans effectuer la moindre modification de ceux-ci.

Il s'engage également à en accepter la notification, selon les procédés habituellement en cours, sous forme papier.

ARTICLE 7 – PRESENTATION ET CONTENANCE DES OFFRES

7.1 – Intégrité du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Aucune modification ne peut être apportée au DCE et ses annexes par le candidat, hormis les cas expressément prévus dans le présent règlement.

7.2 – Modifications mineures au Dossier de Consultation

Le CHT se réserve le droit d'apporter des modifications mineures au dossier de consultation au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres par l'Avis d'Appel d'Offres et ses modificatifs. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

7.3 – Présentation et contenance des offres

Les candidats doivent fournir les offres entièrement rédigées en langue française en un (1) seul exemplaire original, l'unité monétaire est le Franc Pacifique (F CFP) et présentées de la manière suivante :

- **une enveloppe UNIQUE** fermée adressée au CHT, portant en suscription les mentions ci-après à **l'exclusion** de toute désignation de l'expéditeur :

APPEL D'OFFRES relatif la fourniture, l'installation, et la maintenance de deux (2) presses optiques avec mise à disposition (MAD) pour 6 ans, incluant les consommables associés pour le Service de Transfusion Sanguine du CHT Gaston Bourret

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION DE DEPOUILLEMENT DES OFFRES

A déposer impérativement au Bureau des Marchés Publics

de la Direction des Achats et de la Logistique du CHT Gaston Bourret

Nota : Aucun cachet ni mention de la société ne doit apparaître sur l'enveloppe.

La soumission est constituée des documents suivants :

- les pièces permettant de juger les candidatures décrites au 7.3.1.
- les pièces permettant de juger les offres décrites au 7.3.2.

Afin de faciliter les opérations de dépouillement et de vérification, il serait apprécié que ces documents soient placés dans l'ordre mentionné dans le présent Règlement de Consultation.

Toute soumission non accompagnée des pièces prévues ci-après ou présentée de façon non conforme aux stipulations du présent Règlement sera qualifiée d'irrégulière et éliminée, sauf demande de complément.

7.3.1 – Pièces permettant de juger les candidatures

Chaque candidature devra contenir **obligatoirement la Déclaration d'Intention de Soumissionner (DIS) et le Certificat de conformité fiscale et sociale ou déclaration sur l'honneur ci-après**, nécessaire à l'appréciation des capacités juridiques, techniques et financières du soumissionnaire.

Précisions :

- ✓ Le candidat peut mentionner des sous-traitants uniquement si les documents suivants sont fournis pour chacun d'eux. Il est tenu de préciser, dans l'annexe de l'acte d'engagement, le nom de chaque sous-traitant ainsi que la nature exacte des prestations sous-traitées, en joignant obligatoirement les mêmes documents que ceux remis pour sa propre candidature. Si un sous-traitant est cité ou si un recours futur à la sous-traitance est évoqué sans que ces documents ne soient fournis, ces informations ne seront pas prises en compte dans l'évaluation des capacités du candidat lors de la sélection des candidatures.
- ✓ Lorsque l'offre est présentée en groupement, chaque membre du groupement doit inclure son dossier de candidature pour lui-même et pour ses sous-traitants dans l'ordre et les formes précisées ci-dessous.

Pièces
La Déclaration d'Intention de Soumissionner (DIS) dûment complétée, datée et signée par une personne dûment habilitée.
Le certificat de conformité fiscale et sociale (ou attestation équivalente) ou la déclaration sur l'honneur dûment complétée et signée par une personne dûment habilitée indiquant qu'il est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales à la date du dépôt de l'offre conformément aux dispositions de l'article 13-7 de la Délibération n°424 du 20 mars 2019 modifiée.
Un extrait du Registre du Commerce et des Sociétés attestant de la non-faillite des candidats (K-Bis datant de moins de trois (3) mois à la date de remise de l'offre de l'entreprise).
Une présentation de l'entreprise : <ul style="list-style-type: none"> - moyens humains du candidat concernant l'objet du marché (effectif, qualifications en rapport avec l'objet du marché) ; - moyens techniques du candidat concernant l'objet du marché (installations, matériels, logiciels, etc.) ; - chiffres d'affaires des 3 dernières années ; - références en rapport avec l'objet du marché.
Une liste des prestations qu'elle envisage de sous-traiter .
Les documents ou agréments particuliers ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - Attestation bancaire ayant valeur de garantie financière complétée d'un RIB, - Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle en cours de validité indiquant le montant maximum assuré par événement et franchise appliquée, - Qualifications de l'entreprise, - Toute pièce qu'elle estimerait de nature à appuyer sa candidature.

7.3.2 – Pièces permettant de juger les offres

L'offre est composée des pièces suivantes à classer de préférence dans l'ordre figurant dans le tableau ci-après.

De même, les candidats présenteront la variante, dans le mémoire technique ou dans un sous-dossier particulier, en précisant ses répercussions sur l'offre de base et le cas échéant les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières.

La soumission doit être strictement conforme au DCE et comprendre les pièces suivantes :

Pièces
L'Acte d'Engagement (AE) complété entièrement, daté et signé par une personne dûment habilitée.
Les bordereaux de prix unitaires (BPU) complétés entièrement, datés et signés par une personne dûment habilitée.
Les devis estimatif test (DET), complétés entièrement, datés et signés par une personne dûment habilitée.
Le questionnaire technique, complété entièrement, daté et signé par une personne dûment habilitée.
Le mémoire technique avec les points listés à l'article 7 du CCTP. Ce document permettra de juger la valeur technique de l'offre sur tous les éléments listés au titre des critères de jugement visés dans le présent règlement. Il serait apprécié que chaque élément soit abordé dans le même ordre que celui des critères de jugements énoncés.
La proposition de planning de maintenance utilisateurs et techniques.
Le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) (article 16.1 du CCAP).
Une (1) clé USB au format PDF comprenant l'ensemble des pièces de la candidature et de l'offre, citées ci-dessus en cas de dépôt d'offre sur support papier. NOTA : les BPU, les DET et le questionnaire technique seront également à remettre sous format Excel (sur clé USB en cas d'offre papier – et dans l'offre dématérialisée en cas de dépôt sur la plateforme des marchés publics). En cas de contradiction entre les versions, seule la version signée fera foi.

ARTICLE 8 – DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUVERTURE DES OFFRES

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limite de remise des offres et dans les conditions fixées à l'article 26 de la Délibération n°424 du 20 mars 2019 modifiée.

Les critères d'élimination seront les suivants :

Le non-respect des dispositions de l'article 27-2 de la Délibération n°424 du 20 mars 2019, portant sur la réglementation des marchés publics : *« La Commission d'Appel d'Offres arrête la liste des soumissionnaires admis à concourir en application des principes de l'article 13-3 de la présente Délibération. Elle élimine les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables ainsi que les offres qu'elle estime anormalement basses en justifiant sa décision suite à l'examen des éléments fournis par le soumissionnaire concerné. »*

ARTICLE 9 – JUGEMENT DES CANDIDATURES

Le candidat doit démontrer, à travers son dossier de candidature, qu'il dispose des capacités juridiques, techniques et financières nécessaires à l'exécution des prestations du marché, faute de quoi sa candidature sera rejetée.

Conformément à l'article 13-7 de la Délibération n°424 du 20 mars 2019 sus référencée, les candidatures seront jugées sur la base des capacités nécessaires à l'exécution du marché au regard de son objet et de ses conditions d'exécution.

Conformément à l'article 27-1 de la Délibération n°424 du 20 mars 2019 *portant sur la réglementation des contrats et marchés publics*, s'il est constaté que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la demande du CHT.

ARTICLE 10 – JUGEMENT DES OFFRES

10.1 – Critères de jugement et de classement des offres

Ne participent pas au jugement les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées ainsi que les offres anormalement basses.

Le jugement des offres sera effectué conformément à l'article 27-1 II et III de la Délibération n°424 du 20 mars 2019 en appliquant les dispositions suivantes :

- **« Offre irrégulière**

Est irrégulière une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale, fiscale et environnementale.

- **Offre inacceptable**

Est inacceptable une offre lorsque son prix excède le seuil défini dans le règlement de la consultation, en référence à l'estimation administrative ou aux ressources financières allouées au marché, retenues par le maître d'ouvrage avant le lancement de la procédure.

Dans le cadre de la présente consultation, une offre est inacceptable lorsque son montant excède :

☒ 30 % de l'estimation administrative

- **Offre inappropriée**

Est inappropriée une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences formulés dans les documents de la consultation. Une offre inappropriée est assimilable à une absence d'offre.

- **Offre anormalement basse**

Une offre anormalement basse se définit comme présentant des caractéristiques telles que le marché ne pourra pas être exécuté jusqu'à son terme dans le respect du cahier des charges et des prix convenus, ou étant dénuée de toute réalité économique, révélant des pratiques de nature à fausser l'égalité entre les entreprises candidates. »

L'identification des offres anormalement basses se fera par application de la méthode décrite à l'alinéa 3 du III de l'article 27-1 citée ci-dessus.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, la Commission d'Appel d'Offres propose d'attribuer le marché au soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée.

10.1.1 – Pondération des critères

Les critères de jugement sont pondérés de la manière suivante :

Critère d'attribution	Pondéré sur
La valeur technique	25%
La valeur opérationnelle	35%
La valeur économique	40%

Notation des critères :

- une note variant de 0 à 100 sera attribuée aux offres,
NT : note valeur technique, **NO** : note valeur opérationnelle et **NE** : note valeur économique.
- la note globale, **N**, de chaque soumissionnaire, correspond à la somme des notes obtenues pour les valeurs techniques, opérationnelles et économiques, multipliées par le coefficient correspondant.
$$N = NT \times 0,25 + NO \times 0,35 + NE \times 0,40$$

L'offre qui aura obtenu la meilleure note globale **N** sera considérée comme économiquement la plus avantageuse.

1/ Critère « Valeur Technique »

Les sous-critères rentrant dans l'appréciation du critère « Valeur Technique » sont énumérés dans le tableau ci-dessous.

Les notes sont modulées par poste et varient en fonction des éléments transmis par le candidat.

Sous-critères de la Valeur Technique <u>pour l'offre de base</u>	NT : notation sur
Qualité du mémoire technique et de l'accompagnement au projet objet du marché (mémoire technique, formation et assistance validation méthode).	20
Performance et caractéristiques techniques des deux presses optiques.	60
Structure SAV.	20
<i>Total des sous-critères pour l'offre de base</i>	<i>100</i>

Sous-critères de la Valeur Technique pour la variante	NT : notation sur
Qualité du mémoire technique et de l'accompagnement au projet objet du marché (mémoire technique, formation et assistance validation méthode).	20
Performance et caractéristiques techniques des deux presses optiques et du connecteur stérile.	60
Structure SAV.	20
<i>Total des sous-critères de la variante</i>	<i>100</i>

Pour les sous-critères de valeur technique, la méthode de notation est basée sur l'échelle de notation suivante :

Note attribuée = note maximale du sous-critère x coefficient de l'échelle de notation ci-dessous.

- Réponse très satisfaisante (excellente) : 100 % de la note maximale
- Réponse satisfaisante (bonne) : 75 % de la note maximale
- Réponse passable (moyenne) : 50 % de la note maximale
- Réponse insuffisante (médiocre) : 25 % de la note maximale
- Eléments non fournis ou inexploitable : 0 % de la note maximale

Comme pour le critère économique, la meilleure soumission doit en fin de compte bénéficier de la note maximale prévue pour le critère technique, afin d'éviter de fausser le poids relatif des critères. Lorsque la notation appliquée ne conduit pas à ce résultat, les notes de toutes les soumissions pour ce critère donné sont recalculées proportionnellement afin d'atteindre ce résultat.

2/ Critère « Valeur Opérationnelle »

Une note (NO) sera attribuée de la façon suivante.

Les sous-critères rentrant dans l'appréciation du critère « Valeur Opérationnelle » sont énumérés dans le tableau ci-dessous.

Les notes sont modulées par poste et varient en fonction des éléments transmis par les entreprises. La note globale NO varie de 0 à 100.

Sous-critères de la Valeur Opérationnelle pour l'offre de base	NO : notation sur
Ergonomie générale de l'équipement interface logiciel, système sécurisé, installation consommables, temps de cycle).	30
Composition des kits de prélèvement / Références EFS/ marquage CE.	60
Support applicatif mis en œuvre durant l'exploitation.	10
<i>Total des sous-critères pour l'offre de base</i>	<i>100</i>

Sous-critères de la Valeur Opérationnelle pour la variante	NO : notation sur
Ergonomie générale de l'équipement interface logiciel, système sécurisé, installation consommables, temps de cycle).	30
Composition des kits de prélèvement / Références EFS/ marquage CE.	60
Support applicatif mis en œuvre durant l'exploitation.	10
<i>Total des sous-critères pour la variante</i>	<i>100</i>

Pour les sous-critères de valeur opérationnelle, la méthode de notation est basée sur l'échelle de notation suivante :

Note attribuée = note maximale du sous-critère x coefficient de l'échelle de notation ci-dessous.

- Réponse très satisfaisante (excellente) : 100 % de la note maximale
- Réponse satisfaisante (bonne) : 75 % de la note maximale
- Réponse passable (moyenne) : 50 % de la note maximale
- Réponse insuffisante (médiocre) : 25 % de la note maximale
- Eléments non fournis ou inexploitable : 0 % de la note maximale

Comme pour le critère économique, la meilleure soumission doit en fin de compte bénéficier de la note maximale prévue pour le critère opérationnel, afin d'éviter de fausser le poids relatif des critères. Lorsque la notation appliquée ne conduit pas à ce résultat, les notes de toutes les soumissions pour ce critère donné sont recalculées proportionnellement afin d'atteindre ce résultat.

3/ Critère « Valeur économique »

La méthode de calcul retenue sera directement proportionnelle aux écarts de prix constatés entre les offres des candidats.

Les offres anormalement basses seront traitées conformément aux dispositions de l'article 27-1, III de la délibération n°424 du 20 mars 2019 seront écartées.

Partie ECONOMIQUE (formule pour identifier l'offre de base et pour la variante)	
Sous-critère	NE : notation sur
$\text{Note} = \frac{\text{prix le plus bas}}{\text{prix du soumissionnaire}} \times 100$	100
Le total des sous-critères est noté sur	100

SYNTHESE DES OFFRES

Chaque offre sera notée de la manière suivante :

La note globale N varie de 0 à 100 et est calculée comme suit : $N = NT \times 0,25 + NO \times 0,35 + NE \times 0,40$

Critère de sélection	Note de 0 à 100	Coefficient de pondération (%)	Note du critère
Valeur technique de l'offre		25	
Valeur opérationnelle de l'offre		35	
Valeur économique de l'offre		40	
NOTE GLOBALE :			

A noter que chaque note de critère ou de sous-critère est arrondie à la 1ère décimale.

L'ensemble des offres sera ensuite classée par ordre décroissant des notes totales obtenues conformément aux dispositions de l'article 27-2 de la Délibération n°424 du 20 mars 2019.

10.2 – Vérification des offres

10.2.1 – Pièces justificatives complémentaires

Le CHT se réserve le droit de demander aux candidats lors du jugement des offres de fournir :

- toutes justifications permettant de vérifier ou compléter les pièces énumérées ci-dessus.
- des sous-détails de tout ou partie des prix unitaires.

10.2.2 – Vérifications

Les indications portées dans le bordereau des prix unitaires (BPU), prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Toutefois, s'il manque un prix unitaire dans le BPU, il est expressément convenu qu'il pourra être pris en compte s'il est trouvé dans le détail estimatif test, ou à défaut dans tout autre document de l'offre.

S'il est constaté dans le détail estimatif test (DET) figurant dans l'offre d'un candidat des erreurs de multiplication, d'addition, ou de report, des prix unitaires erronés ou manquants ou encore des quantités non conformes au détail estimatif du DCE, les corrections nécessaires seront apportées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif test qui sera pris en considération.

Si un sous-détail de prix unitaire est exigé dans l'offre, c'est le prix unitaire indiqué dans le BPU ou à défaut le détail estimatif test, qui prévaudra.

S'il est constaté dans ce sous-détail des erreurs de multiplication, d'addition, ou de report, des prix d'unité ou des quantités manquants ou erronés, ou encore un prix unitaire global différent de celui qui prévaut, le candidat concerné sera invité à confirmer son offre de prix unitaire et, s'il y a lieu, à mettre son sous-détail en cohérence dans un délai approprié ; en cas de refus, il s'élimine de lui-même de l'appel d'offres.

10.2.3 – Justificatifs de la conformité aux obligations sociales et fiscales

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions des articles 13-8 1°) et 27-2 de la Délibération n°424 du 20 mars 2019 :

- la Commission d'Appel d'Offres procède au classement des offres par ordre décroissant et propose d'attribuer le marché à un des candidats ;
- ce candidat devra fournir la preuve de la régularité de sa situation sociale et fiscale dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la demande du CHT :
 - o attestation sociale relative aux cotisations CAFAT ou RUAMM correspondant au dernier trimestre exigible à la date de remise de l'offre de l'entreprise ;
 - o attestation fiscale en trois (3) volets délivrée par les services compétents (payeur de Nouvelle-Calédonie, Recette des Impôts, Trésorier payeur général) pour l'année civile en cours à la date de la remise de l'offre de l'entreprise ;
 - o tout document métropolitain équivalent en matière de conformité aux obligations fiscales et sociales.

- le défaut de régularité ou de production des attestations dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre.

Nota : Le candidat domicilié à l'extérieur de la Nouvelle-Calédonie doit produire un certificat émanant des administrations et organismes compétents de son pays d'origine attestant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

ARTICLE 11 – INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES ET RESULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

Le CHT avisera les soumissionnaires de l'acceptation ou du rejet de leurs candidatures ou de leurs offres.

Le marché ne pourra être attribué au soumissionnaire retenu que sous réserve de la production des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents relatifs à leurs obligations fiscales et sociales, dans les conditions prévues au présent RPAO, lorsque la régularité de la situation du soumissionnaire au regard de ces obligations aura fait l'objet d'une attestation sur l'honneur comme le permet le B de l'article 6.3.1 du présent RPAO. Si le soumissionnaire ne peut produire ces attestations et certificats, son offre est rejetée. Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Le marché sera notifié au candidat retenu, après transmission pour contrôle de légalité à la « *Direction de la Légalité et des Affaires Juridiques – Bureau des Collectivités Locales* ».

Dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification du marché, le représentant légal du CHT portera à la connaissance du public le nom du titulaire ainsi que le montant du marché par un avis d'attribution publié sur les mêmes supports de publication que ceux utilisés pour l'appel public initial.

Il est toutefois précisé que le CHT se réserve expressément le droit de ne pas donner suite ou de ne donner qu'une suite partielle au présent appel d'offres.

ARTICLE 12 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires pour la préparation de leur candidature et de leur offre, les soumissionnaires devront faire parvenir au plus tard douze (12) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures et des offres mentionnées dans l'avis de publication initiale et/ou ses modificatifs, une demande écrite adressée par courrier électronique à :

marches.publics@cht.nc

Une réponse écrite, accompagnée de la question posée, sera alors adressée à tous les soumissionnaires s'étant identifiés et ayant fourni une adresse mail valide lors du retrait du dossier de consultation des entreprises, au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures et des offres.

A Dumbéa, le 31/01/2025

Le Directeur général

Monsieur Leslie LEVANT